

**COMMISSION de SURVEILLANCE
du SECTEUR FINANCIER**

En cas de divergences entre les textes français et anglais, le texte anglais prévaut.

Luxembourg, le 30 octobre 2012

À toutes les personnes physiques ou
morales domiciliées ou établies dans
l'Union européenne ou un pays tiers

**CIRCULAIRE CSSF 12/548
telle que modifiée par la circulaire CSSF
13/565**

Concerne : **Entrée en vigueur du règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit et précisions concernant certains aspects pratiques des procédures de notification, publication et exemption**

Mesdames, Messieurs,

Il est fait référence au règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit (le « **Règlement** »).

Pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et améliorer les conditions de son fonctionnement, notamment pour ce qui est des marchés financiers, et pour assurer un niveau élevé de protection des consommateurs et aux investisseurs, le Règlement établit un cadre réglementaire européen commun concernant les exigences et pouvoirs en matière de ventes à découvert et de contrats d'échange sur risque de crédit. Il vise, par ailleurs, à améliorer la coordination et la cohérence entre les États membres lorsque des circonstances exceptionnelles imposent des mesures.

Comme ces règles revêtent la forme législative d'un règlement du Parlement européen et du Conseil, elles garantissent une application uniforme dans l'ensemble de l'Union

européenne des dispositions qui imposent directement aux opérateurs privés des obligations concernant la notification ou la publication, le cas échéant, des positions courtes nettes importantes ou non couvertes constituées sur certains instruments. En sus, aux fins de réduire les risques relatifs à certaines catégories de ventes à découvert non couvertes, le Règlement introduit un régime de restrictions proportionnées auxquelles sont soumises les ventes à découvert non couvertes. Par ailleurs, le Règlement confère des pouvoirs à l'Autorité européenne des marchés financiers (**ESMA**) instituée par le règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil afin de coordonner les mesures prises par les autorités compétentes ou afin de prendre elle-même des mesures.

Le champ d'application du Règlement est le plus large possible, afin de fournir un cadre réglementaire préventif à utiliser en cas de circonstances exceptionnelles avec une réponse proportionnée aux risques que peut comporter la vente à découvert de différents instruments. Ce n'est donc que dans des circonstances exceptionnelles que les autorités compétentes et l'ESMA sont habilitées à prendre des mesures concernant tous les types d'instruments financiers, au-delà des mesures permanentes dont l'application se limite à certains types d'instruments présentant des risques clairement identifiés qui doivent être traités.

Le régime de transparence instauré par le Règlement s'applique quel que soit le lieu où se trouve la personne physique ou morale, y compris dans un pays tiers, dès lors que cette personne détient une position courte nette importante en rapport avec le capital en actions émis d'une entreprise dont les actions sont admises à la négociation sur une plate-forme de négociation de l'UE (sous réserve que la plate-forme principale ne soit pas située dans un pays tiers) ou une position courte nette importante sur la dette souveraine émise par un État membre ou par l'UE, y compris par la Banque européenne d'investissement, par un service administratif d'un État membre, une agence, un véhicule de titrisation ou une institution financière internationale établie par deux États membres ou plus qui émet de la dette pour le compte d'un ou de plusieurs États membres, tel que le Fonds européen de stabilité financière ou le Mécanisme européen de stabilité.

En vue d'assurer une application cohérente du Règlement, la Commission européenne a adopté une série de quatre mesures d'exécution précisant les aspects techniques de certains points essentiels du Règlement :

- le règlement délégué (UE) n° 826/2012 de la Commission du 29 juin 2012 complétant le règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation relatives aux obligations de notification et de publication des positions courtes nettes, au détail des informations à fournir à l'Autorité européenne des marchés financiers au sujet de ces positions et à la méthode de calcul du volume d'échanges à appliquer pour déterminer les actions exemptées (« **Règlement délégué (UE) n° 826/2012 de la Commission** ») ;
- le règlement d'exécution (UE) n° 827/2012 de la Commission du 29 juin 2012 définissant des normes techniques d'exécution concernant les modalités de publication des positions courtes nettes sur actions, le format des informations à fournir à l'Autorité

européenne des marchés financiers sur les positions courtes nettes, les types d'accords, d'arrangements et de mesures permettant de garantir de manière adéquate que les actions ou instruments de dette souveraine seront disponibles pour le règlement, et les dates et périodes de détermination de la plate-forme principale de négociation d'une action, conformément au règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit ;

- le règlement délégué (UE) n° 918/2012 de la Commission du 5 juillet 2012 complétant le règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit, en ce qui concerne les définitions, le calcul des positions courtes nettes, les contrats d'échange sur défaut souverain couverts, les seuils de notification, les seuils de liquidité pour la suspension de restrictions, les baisses de valeur significatives d'instruments financiers et les événements défavorables (« **Règlement délégué (UE) n° 918/2012 de la Commission** ») ;
- le règlement délégué (UE) n° 919/2012 de la Commission du 5 juillet 2012 complétant le règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit par des normes techniques de réglementation spécifiant la méthode de calcul de la baisse de valeur d'actions liquides et d'autres instruments financiers.

Le cadre européen législatif sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit (à savoir, le Règlement et les quatre mesures d'exécution mentionnées ci-dessus) **s'applique pleinement à partir du 1^{er} novembre 2012. Il est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable au Luxembourg.**

Eu égard au Règlement, les décisions de la CSSF publiées le 19 et 29 septembre 2008 en relation avec l'interdiction des ventes à découvert à nu (« naked short selling ») dans des banques cotées et compagnies d'assurance sont abrogées à compter du 1^{er} novembre 2012.

La présente circulaire vise à fournir des détails pratiques et des orientations concernant certains aspects relatifs à i) la notification à la CSSF ou la publication de positions courtes nettes importantes conformément aux articles 5 à 9 du Règlement, ii) l'exemption pour les activités de tenue de marché et les opérations de marché primaire au titre de l'article 17 du Règlement et iii) la publication, par l'ESMA et la CSSF, des informations pertinentes ayant trait à l'application du Règlement.

1. Transparence relative aux positions courtes nettes importantes

La section 1 de la présente circulaire apporte des précisions et clarifications supplémentaires concernant l'application des dispositions des articles 5 à 9 sur la notification et la publication des positions courtes nettes importantes en rapport avec le capital en actions émis d'une entreprise et la dette souveraine émise et sur la notification de positions non couvertes sur des contrats d'échange sur défaut souverain. La présente

section précise notamment la notification des positions courtes nettes importantes à soumettre à la CSSF (étant l'autorité compétente pertinente au sens de l'article 2, paragraphe 1, point j), du Règlement), les personnes soumises aux exigences de notification et de publication, le délai pour une telle notification et publication, le contenu desdites notifications ainsi que la méthode de notification et de publication.

a. Autorité compétente pertinente au Luxembourg pour recevoir des notifications de positions en rapport avec le capital en actions émis d'une entreprise

Conformément à l'article 5, paragraphe 1, du Règlement, toute personne physique ou morale détenant une position courte nette en rapport avec le capital en actions émis d'une entreprise dont les actions sont admises à la négociation sur une plate-forme de négociation, informe l'autorité compétente pertinente, conformément à l'article 9, lorsque cette position franchit à la hausse ou à la baisse le seuil de notification pertinent de 0,2% du capital en actions émis de l'entreprise concernée, et chaque palier de 0,1% au-delà de ce seuil.

En vertu de l'article 6, paragraphe 1, du Règlement, toute personne physique ou morale détenant une position courte nette en rapport avec le capital en actions émis d'une entreprise dont les actions sont admises à la négociation sur une plate-forme de négociation publique, conformément à l'article 9, des informations détaillées sur cette position lorsque celle-ci franchit à la hausse ou à la baisse le seuil de publication pertinent de 0,5% du capital en actions émis de l'entreprise concernée, et chaque palier de 0,1% au-delà de ce seuil.

La CSSF est l'autorité compétente pertinente pour recevoir les notifications des positions courtes nettes importantes en rapport avec le capital en actions émis d'une entreprise, lorsque la CSSF est l'autorité compétente du marché le plus pertinent en termes de liquidité (tel que défini au chapitre III du règlement (CE) n° 1287/2006 de la Commission) pour des actions données et lorsque lesdites actions sont admises à la négociation sur une plate-forme de négociation, à savoir un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation (MTF) au sens de la directive 2004/39/CE.

La CSSF publie sur son site Internet, sous la section « Vente à découvert » (<http://www.cssf.lu>), la liste complète des émetteurs d'actions pour lesquels des notifications à la CSSF et des publications de positions courtes nettes sont requises en vertu du Règlement. Ladite liste exclut les actions identifiées par la CSSF (étant l'autorité compétente pertinente pour lesdites actions en vertu du Règlement) comme ayant leur plate-forme de négociation principale dans un pays tiers. En effet, selon l'article 16, paragraphe 1, du Règlement, les articles 5, 6, 12 et 15 ne s'appliquent pas aux actions d'une entreprise admises à la négociation sur une plate-forme de négociation dans l'Union européenne, dont la plate-forme principale de négociation des actions se situe dans un pays tiers.

b. Autorité compétente pertinente au Luxembourg pour recevoir des notifications de positions courtes nettes importantes sur la dette souveraine émise et des positions non couvertes sur les contrats d'échange sur défaut souverain

En vertu de l'article 7, paragraphe 1, du Règlement, toute personne physique ou morale détenant une position courte nette en rapport avec la dette souveraine émise informe l'autorité compétente pertinente, conformément à l'article 9 du Règlement, lorsque cette position franchit à la hausse ou à la baisse les seuils de notification pertinents pour l'émetteur souverain concerné. Les seuils de notification pertinents consistent en un montant initial et en des paliers supplémentaires successifs pour chaque émetteur souverain.

L'ESMA publie sur son site Internet (<http://www.esma.europa.eu/page/Short-selling>) les seuils de notification pour chaque émetteur souverain.

Conformément à l'article 8 du Règlement, lorsqu'une autorité compétente suspend les restrictions applicables aux contrats d'échange sur défaut souverain en vertu de l'article 14, paragraphe 2, du Règlement, toute personne physique ou morale détenant une position non couverte sur un contrat d'échange sur défaut souverain notifie l'autorité compétente pertinente lorsque cette position franchit à la hausse ou à la baisse les seuils de notification pertinents pour l'émetteur souverain, précisés à l'article 7 du Règlement.

S'agissant de la dette souveraine émise par l'émetteur souverain, telle que définie par le Règlement, la CSSF est l'autorité compétente pertinente pour recevoir les notifications en rapport avec la dette souveraine émise par le Grand-duché de Luxembourg ainsi que celles en rapport avec la dette souveraine émise par la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de stabilité financière et le Mécanisme européen de stabilité.

La CSSF publie sur la page « Vente à découvert » de son site Internet (<http://www.cssf.lu>) la liste des émetteurs de dette souveraine dont elle est l'autorité compétente pertinente aux fins du Règlement.

c. Personnes soumises aux exigences de notification et de publication

Il est important de souligner qu'en vertu de l'article 10 du Règlement, les exigences de notification et de publication au titre des articles 5, 6, 7 et 8 s'appliquent aux personnes physiques ou morales domiciliées ou établies dans l'Union européenne ou un pays tiers.

Les références faites dans le Règlement aux personnes physiques et morales comprennent les associations d'entreprises enregistrées sans personnalité juridique.

d. Délai de notification et de publication

Lorsqu'une personne physique ou morale détient une position pertinente, la notification ou la publication pertinente est effectuée, conformément à l'article 9, paragraphe 2, du

Règlement au plus tard à 15h30 lors de la journée de négociation suivante (heure locale au Luxembourg).

e. Méthode de notification et de publication

Conformément à l'article 9, paragraphe 1, du Règlement, toute notification ou publication au titre des articles 5, 6, 7 ou 8 précise l'identité de la personne physique ou morale qui détient la position concernée, la taille de la position concernée, l'émetteur en rapport avec lequel la position concernée est détenue et la date à laquelle la position concernée a été créée ou modifiée ou a cessé d'être détenue.

Le règlement délégué (UE) n° 826/2012 de la Commission précise, dans ses annexes I et II, les informations que contiennent les notifications ainsi que le format à utiliser dans les formulaires de notification émis par l'autorité compétente conformément à l'article 2, paragraphe 1, dudit règlement délégué.

Une notification adressée à la CSSF contient les informations indiquées dans la « Liste des champs à inclure dans les notifications au Luxembourg » de l'annexe I de la présente circulaire. Ladite liste précise tous les éléments d'information qu'une notification doit comprendre et explique plus en détail le contenu requis pour certains champs et les normes communes à utiliser à cet égard. La notification se fait suivant le « Format du formulaire de notification d'une position courte nette au Luxembourg » indiqué à l'annexe II de la présente circulaire.

La notification peut être adressée à la CSSF soit par la personne physique ou morale soumise aux exigences de notification (le « **détenteur de la position** ») ou par un tiers autorisé par le détenteur de la position à effectuer la notification en son nom.

Conformément à l'article 9, paragraphe 3, du Règlement, la notification des informations à une autorité compétente pertinente assure la confidentialité de celles-ci et comporte des mécanismes permettant d'authentifier la source de la notification.

À cet effet, la CSSF a développé une plate-forme digitale pour la notification et la publication des positions courtes nettes ou non couvertes en vertu du Règlement (« **plate-forme de vente à découvert** »). La plate-forme est disponible sous <http://shortselling.cssf.lu>.

Afin d'obtenir un accès autorisé pour la soumission de notifications de positions courtes nettes ou non couvertes sur ladite plate-forme de vente à découvert, les personnes physiques ou morales concernées doivent au préalable s'inscrire sur la plate-forme en tant que déclarant pour la procédure de notification en rapport avec les positions courtes nettes ou non couvertes. Dans le cadre de la procédure d'enregistrement, la CSSF doit obtenir des personnes concernées les informations et documents concernant l'identité du détenteur de la position et du déclarant (s'il est différent). Les champs 1 à 7 de la « Liste des champs à inclure dans les notifications au Luxembourg » à l'annexe I de la présente circulaire décrivent les éléments d'information à fournir. Les documents d'authentification à fournir

sont, selon que les personnes concernées sont physiques ou morales, une copie d'une pièce d'identité en cours de validité avec une photo et conforme aux exigences en matière de passeport et de carte d'identité au Luxembourg (par exemple un passeport ou une carte d'identité) ou une copie d'un extrait du registre de commerce ou d'un registre ou d'une liste officielle comparable. Ces documents ne sont pas requis lorsque les personnes concernées sont soumises à la surveillance prudentielle de la CSSF. En outre, lorsque le déclarant n'est pas le détenteur de la position, la CSSF exigera une lettre de confirmation du détenteur de la position autorisant le déclarant à remplir les exigences de notification ou de publication en vertu du Règlement pour le compte du détenteur de la position. Une fois la procédure d'authentification terminée, le déclarant obtiendra un nom d'utilisateur et un mot de passe l'autorisant à déposer des notifications sur la plate-forme de vente à découvert de la CSSF.

Les formulaires de notification pour les positions courtes nettes en rapport avec le capital en actions émis d'une entreprise dont les actions sont admises sur une plate-forme de négociation, les positions courtes nettes en rapport avec la dette souveraine émise et les positions non couvertes sur des contrats d'échange sur défaut souverain (figurant à l'annexe II de la présente circulaire) à utiliser pour les notifications à la CSSF seront mis à la disposition des déclarants autorisés sur la plate-forme de vente à découvert. Ces personnes pourront compléter directement sur la plate-forme de vente à découvert les détails des positions courtes nettes ou non couvertes et soumettre les formulaires dûment complétés à la CSSF au travers de la plate-forme de vente à découvert. Les formulaires sont considérés par la CSSF comme dûment complétés lorsqu'ils contiennent toutes les informations pertinentes exigées dans la « Liste des champs à inclure dans les notifications au Luxembourg » figurant à l'annexe I de la présente circulaire.

La circulaire met l'accent sur le fait que lorsqu'en vertu de l'article 6, paragraphe 1, du Règlement, une personne physique ou morale, qui possède une position courte nette en rapport avec le capital en actions émis d'une entreprise dont les actions sont admises à la négociation sur une plate-forme de négociation, publie des informations détaillées sur cette position, le champ pertinent « Exigences de publication » (dans le formulaire de notification), qui entraîne une publication à travers les systèmes de la CSSF, doit être dûment complété. En fait, conformément au Règlement, l'obligation de publier des informations détaillées sur sa position relève de la responsabilité de la personne physique ou morale qui détient une position courte nette. Une fois le champ pertinent dûment complété, la CSSF publiera automatiquement les informations pertinentes sur les positions courtes nettes en rapport avec le capital en actions émis d'une entreprise dont les actions sont admises à la négociation sur une plate-forme de négociation en les affichant sur la page « Publications » de sa plate-forme de vente à découvert et considère que la personne concernée a rempli son obligation de publier des informations détaillées sur sa position.

Finalement, conformément à l'article 2, paragraphe 3, du règlement délégué (UE) n° 826/2012 de la Commission, une personne physique ou morale, qui a effectué une notification et qui prend connaissance d'une erreur dans cette notification, procède à l'annulation de cette notification erronée sur la plate-forme de vente à découvert et, le cas échéant, s'assure que le public en est informé à travers la plate-forme de vente à découvert

en utilisant la même procédure qu'au paragraphe ci-dessus. La personne physique ou morale concernée soumet, si nécessaire, une nouvelle notification sur la plate-forme de vente à découvert.

La CSSF publiera sur la page « Vente à découvert » de son site Internet (<http://www.cssf.lu>) les procédures détaillées d'enregistrement, notification et de publication.

2. Exemption pour les activités de tenue de marché et les opérations de marché primaire et les orientations de l'ESMA à cet égard

La section 2 de la présente circulaire précise l'application des dispositions de l'article 17 du Règlement sur l'exemption pour les activités de tenue de marché et les opérations de marché primaire. La présente section précise notamment le champ d'application de l'exemption, les notifications de l'intention de faire usage de l'exemption (une « **notification d'intention** ») qui doivent être soumises à la CSSF (lorsqu'il s'agit de l'autorité compétente pertinente), les informations et les documents à inclure dans une notification d'intention à la CSSF ainsi que la procédure d'exemption et le canal de notification.

« Le 2 avril 2013, l'ESMA a publié des orientations relatives à l'exemption pour les activités de tenue de marché et les opérations de marché primaire au titre de l'article 17 du Règlement (réf. ESMA/2013/74) intitulées « Orientations - Exemption pour les activités de tenue de marché et les opérations de marché primaire au titre du Règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit » (les « **Orientations** »).

Les Orientations, qui sont annexées à cette circulaire en tant qu'annexe VI, apporte des précisions et des éclaircissements sur :

- le champ d'application de l'exemption pour les activités de tenue de marché, y compris le lien entre l'instrument financier en question, la plate-forme de négociation ou marché « équivalent » d'un pays tiers et le marché dont l'entité notifiante est membre ;
- la définition de l'autorité compétente en matière de notification, en particulier pour les entités notifiantes de pays tiers ;
- le processus de notification de l'intention de faire usage de l'exemption et de son contenu, y compris les modèles communs de notification ;
- la procédure d'instruction des notifications reçues par les autorités compétentes et les critères à prendre en considération par l'autorité compétente lors de l'évaluation de l'éligibilité des activités de l'entité notifiante à l'exemption, et
- la surveillance des conditions d'éligibilité lorsqu'il en est fait usage.

Les personnes physiques ou morales concernées, qui notifient à la CSSF leur intention de faire usage de l'exemption pour les activités de tenue de marché et les activités de spécialistes en valeurs du Trésor agréés conformément à l'article 17 du Règlement, doivent se conformer aux Orientations. Elles se réfèrent notamment aux sections V, VI et VII des

Orientations, qui couvrent la définition et le champ d'application de l'exemption pour les activités de tenue de marché, les principes généraux et les critères d'éligibilité à l'exemption pour les activités de tenue de marché, la désignation de l'autorité compétente à qui la notification doit être adressée par une entité d'un pays tiers qui n'est pas agréée dans l'Union européenne. »¹

a. Définition et champ d'application de l'exemption

o Exemption pour les activités de tenue de marché

En vertu de l'article 17, paragraphe 1, du Règlement, les articles 5, 6, 7, 12, 13 et 14 ne s'appliquent pas aux transactions effectuées en raison d'activités de tenue de marché.

Conformément à l'article 2, paragraphe 1, point k), du Règlement, « activités de tenue de marché » signifie les activités d'une entreprise d'investissement, d'un établissement de crédit, d'une entité d'un pays tiers ou d'une entreprise visée à l'article 2, paragraphe 1, point l), de la directive 2004/39/CE qui est membre d'une plate-forme de négociation ou d'un marché d'un pays tiers, lorsque le cadre juridique et de surveillance de ce pays a été déclaré équivalent par la Commission européenne conformément à l'article 17, paragraphe 2, du Règlement et que l'entité concernée procède en tant qu'agent principal à des transactions sur un instrument financier, que celui-ci soit négocié sur une plate-forme de négociation ou en dehors d'une telle plate-forme, de l'une des manières suivantes :

- i) en communiquant simultanément des cours acheteurs et vendeurs fermes et de taille comparable, à des prix concurrentiels, avec pour résultat d'apporter de la liquidité au marché sur une base régulière et continue ;
- ii) dans le cadre de son activité habituelle, en exécutant des ordres initiés par des clients ou en réponse à des demandes d'achat ou de vente de leur part ;
- iii) en couvrant les positions résultant de la réalisation des tâches visées aux points i) et ii).

L'article 17, paragraphe 1, du Règlement ainsi dispense certaines entités, lorsqu'elles effectuent des transactions en raison d'activités de tenue de marché, telles que définies ci-dessus, de l'obligation de notification et de publication de positions courtes nettes et des restrictions applicables aux ventes à découvert non couvertes. L'exemption s'applique uniquement aux transactions effectuées en exécution des activités de tenue de marché telles que définies à l'article 2, paragraphe 1, point k), du Règlement.

o Exemption pour les activités de spécialiste en valeurs du Trésor agréé

En vertu de l'article 17, paragraphe 3, du Règlement, les articles 7, 13 et 14 du Règlement ne s'appliquent pas aux activités d'une personne physique ou morale lorsque celle-ci, agissant en tant que spécialiste en valeurs du Trésor aux termes d'un accord passé avec un émetteur souverain, procède en tant qu'agent principal à des transactions sur un instrument

¹ Circulaire CSSF 13/565

financier dans le cadre d'opérations de marché primaire ou secondaire liées à la dette souveraine.

L'article 2, paragraphe 1, point n), du Règlement définit un « spécialiste en valeurs du Trésor agréé » comme une personne physique ou morale qui a signé un accord avec un émetteur souverain ou a été reconnu officiellement comme spécialiste en valeurs du Trésor par un émetteur souverain ou en son nom et qui, aux termes de cet accord ou de cet acte de reconnaissance, s'est engagé à agir en tant qu'agent principal en relation avec les opérations de marché primaire et secondaire sur la dette émise par ledit émetteur.

En vertu de l'article 17, paragraphe 3, du Règlement, les personnes exemptées en tant que spécialiste en valeurs du Trésor agréé, tel que défini à l'article 2, paragraphe 1, point n), ne sont donc pas tenues de notifier leurs positions courtes nettes sur dette souveraine émise, ne sont pas soumises aux restrictions applicables aux ventes à découvert non couvertes de dette souveraine et à l'interdiction de conclure des contrats d'échange sur défaut souverain non couverts. L'exemption s'applique exclusivement aux transactions effectuées dans le cadre d'activités de spécialiste en valeurs du Trésor agréé, tel que défini à l'article 2, paragraphe 1, point n).

b. Autorité compétente pertinente pour la notification d'intention

o Personnes domiciliées dans l'UE

- Exemption pour les activités de tenue de marché :

Une notification concernant l'exemption visée à l'article 17, paragraphe 1, du Règlement est adressée par la personne physique ou morale concernée à l'autorité compétente de son État membre d'origine. Selon la définition à l'article 2, paragraphe 1, point i), du Règlement, les personnes concernées qui adressent une notification d'intention à la CSSF sont :

- les entreprises d'investissement, telles que définies à l'article 1, paragraphe 9, de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
- les établissements de crédit, tels que définis à l'article 1, paragraphe 12, de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
- les entreprises visées à l'article 2, paragraphe 1, point l), de la directive 2004/39/CE lorsque leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur domicile est établi au Luxembourg.

- Exemption pour les activités de spécialiste en valeurs du Trésor agréé :

Le spécialiste en valeurs du Trésor agréé adresse une notification à l'autorité compétente pertinente concernant l'exemption visée à l'article 17, paragraphe 3, du Règlement en rapport avec la dette souveraine concernée. Par conséquent, la CSSF est l'autorité compétente pertinente (telle que définie à l'article 2, paragraphe 1, point j), du Règlement) pour recevoir les notifications d'intention en rapport avec la dette souveraine émise par le Grand-duché de Luxembourg, la Banque européenne

d'investissement, le Fonds européen de stabilité financière et le Mécanisme européen de stabilité.

○ **Personnes domiciliées en dehors de l'UE**

- Exemption pour les activités de tenue de marché et pour les activités de spécialiste en valeurs du Trésor agréé :

En vertu de l'article 17, paragraphe 8, du Règlement, une entité d'un pays tiers qui n'est pas agréée dans l'Union européenne adresse la notification visée aux paragraphes 5 et 6 dudit article à l'autorité compétente de la plate-forme principale de négociation de l'Union européenne sur laquelle elle opère. Par conséquent, lorsque la plate-forme de négociation principale dans l'Union européenne est un marché réglementé ou un MTF opéré par la Société de la Bourse de Luxembourg S.A., la CSSF est l'autorité compétente pertinente pour recevoir la notification d'intention de l'entité de pays tiers concernée.

c. Notification trente jours civils au préalable et procédure d'exemption

En vertu de l'article 17, paragraphes 5 et 6, du Règlement, l'exemption ne s'applique que lorsque la personne physique ou morale concernée a notifié par écrit à la CSSF qu'elle compte en faire usage. La notification d'intention est effectuée au plus tard trente jours civils avant la date à laquelle la personne physique ou morale compte faire usage de l'exemption pour la première fois.

En vertu de l'article 17, paragraphe 7, du Règlement, la CSSF peut interdire l'usage de l'exemption si elle considère que la personne physique ou morale ne remplit pas les conditions de cette exemption. Toute interdiction est prononcée dans la période de trente jours civils visée ci-dessus, ou plus tard si la CSSF se rend compte que des changements se sont produits dans la situation de la personne physique ou morale qui font que celle-ci ne remplit plus les conditions de l'exemption. La période de trente jours civils débute une fois que la notification d'intention complète comprenant toutes les informations et documents pertinents, tels que précisés au point 2)(d) ci-dessous a été soumise à la CSSF.

La procédure d'exemption ne constitue pas une procédure d'octroi d'autorisations ou de licences.

« Il est à noter que lors du traitement d'une notification d'intention et de l'évaluation du respect par une personne physique ou morale concernée des conditions d'exemption pour les activités de tenue de marché ou les activités de spécialiste en valeurs du Trésor agréé, la CSSF tiendra compte des Orientations émises par l'ESMA en ce qui concerne les exigences de l'article 17 du Règlement. »²

Lorsque la CSSF n'a pas d'objection à l'usage de l'exemption, elle en informe la personne concernée par écrit.

² Circulaire CSSF 13/565

Lorsque la CSSF décide d'interdire l'usage de l'exemption parce qu'elle considère que la personne physique ou morale concernée ne satisfait pas ou ne remplit plus les conditions d'exemption, elle justifie sa décision et en informe la personne concernée par écrit.

Conformément à l'article 17, paragraphes 9 et 10, du Règlement, une personne physique ou morale qui a adressé une notification d'intention prévient, dès que possible, par écrit, la CSSF lorsque se produisent des changements qui affectent le droit de cette personne à faire usage de l'exemption ou lorsque celle-ci ne souhaite plus faire usage de l'exemption.

d. Contenu de la notification d'intention

Une notification d'intention et les documents qui l'accompagnent peuvent être adressés à la CSSF en luxembourgeois, français, allemand ou anglais.

« En conformité avec les Orientations, »³ une notification d'intention est soumise à la CSSF conformément au modèle de formulaire en annexe III (Exemption pour les activités de spécialiste en valeurs du Trésor agréé) et en annexes IV et V (Exemption pour les activités de tenue de marché) de la présente circulaire. Une telle notification d'intention inclut, en particulier, toutes les informations et documents détaillés ci-dessous :

- Exemption pour les activités de spécialiste en valeur du Trésor agréés :
 - les coordonnées de la personne notifiante ;
 - les coordonnées de la personne de contact au sein de la personne notifiante ;
 - une copie de l'accord/reconnaissance signé avec un émetteur souverain ou une personne agissant en son nom.

- Exemption pour les activités de tenue de marché :
 - les coordonnées de la personne notifiante ;
 - les coordonnées de la personne de contact au sein de la personne notifiante ;
 - le statut de la personne notifiante (établissement de crédit, entreprise d'investissement, etc.) ;
 - la plate-forme de négociation dont est membre la personne notifiante ;
 - « une description des activités de tenue de marché en précisant la manière particulière de procéder à des transactions conformément à l'article 2, paragraphe 1, point k), du Règlement :
 1. manière visée à l'article 2, paragraphe 1, point k) i) ;
 2. manière visée à l'article 2, paragraphe 1, point k) ii), et la nature des services de facilitation au client :
 - a. exécuter des ordres initiés par des clients ;
 - b. répondre à des demandes d'achat ou de vente. »⁴

³ Circulaire CSSF 13/565

⁴ Circulaire CSSF 13/565

- « pour chaque type d'activités de tenue de marché, le ou les instrument(s) financier(s) pour le(s)quel(s) il est notifié l'intention de faire usage de l'exemption. Il peut s'agir d'une liste des différents instruments financiers ou d'une spécification claire des instruments concernés (par exemple, l'indice du cours des actions national à une date donnée), pour autant qu'il s'agisse au final d'une liste exhaustive d'instruments précis permettant à l'autorité compétente ayant reçu la notification d'identifier sans ambiguïté tous les instruments pour lesquels l'exemption est déclarée ; »⁵
- en cas de convention fixant contractuellement la prestation de services de tenue de marché, une description des principales tâches et activités prévues dans le contrat ou une copie du contrat ;
- « lorsque les activités de tenue de marché portent sur des instruments visés au paragraphe 30⁶ de la section V des Orientations, par exemple des fonds cotés (*Exchange-Traded Funds* (ETF)) : la catégorie correspondante d'instruments financiers en vertu de l'annexe I, parties 1 et 2, du règlement délégué (UE) n° 918/2012 de la Commission, par exemple, la catégorie : actions/parts de fonds cotés (*Exchange-Traded Funds*) ; »⁷
- « lorsqu'aucune activité de tenue de marché antérieure sur un instrument financier particulier ne peut être démontrée (par exemple, en cas d'introduction sur le marché, d'intention de lancer une nouvelle activité de tenue de marché sur un nouvel instrument financier) :
 1. pour les activités de tenue de marché visées à l'article 2, paragraphe 1, point k) i), une indication des prévisions de volumes quotidiens pour ces activités de tenue de marché sur un instrument financier ;
 2. pour les activités de tenue de marché visées à l'article 2, paragraphe 1, point k) ii), une indication des prévisions de volumes hebdomadaires pour ces activités de tenue de marché sur un instrument financier. »⁸

e. Canal de notification

La notification d'intention complétée, datée et signée doit être envoyée

par voie postale à : Commission de Surveillance du Secteur Financier
Service Surveillance des marchés d'actifs financiers
283, Route d'Arlon
L-1150 Luxembourg

⁵ Circulaire CSSF 13/565

⁶ « Si des activités de tenue de marché sont exercées sur un instrument financier autre qu'une action ou un titre de dette souveraine et se traduisent par des positions courtes ou longues, telles que visées aux articles 3 et 4 du Règlement, la notification doit préciser la catégorie d'instruments financiers conformément à l'annexe I, parties 1 et 2, du règlement délégué (UE) n° 918/2012 de la Commission et l'action ou l'émetteur de la dette souveraine correspondants. Précision importante, les activités sur l'action ou le titre de la dette souveraine correspondants seront exemptées uniquement si elles visent à couvrir les activités de tenue de marché sur cet instrument financier, conformément à l'article 2, paragraphe 1), point k) iii), du Règlement. »

⁷ Circulaire CSSF 13/565

⁸ Circulaire CSSF 13/565

ou par courriel à : shortselling@cssf.lu.

3. Informations publiées par l'ESMA

L'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) publie sur son site Internet (<http://www.esma.europa.eu/page/Short-selling>) de plus amples informations et précisions sur l'application pratique du cadre législatif européen de la vente à découvert. Les personnes concernées prennent notamment en considération les Questions et Réponses de l'ESMA sur la mise en œuvre du Règlement sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit (telle que révisée, le cas échéant) ainsi que toutes orientations ou règles déjà adoptées ou susceptibles d'être adoptées dans le futur par l'ESMA en relation avec les exigences prévues par le Règlement.

Conformément aux dispositions du Règlement, l'ESMA fournira un accès public à certains types d'informations, telles que : les seuils de notification pertinents applicables aux positions courtes nettes importantes pour chaque émetteur souverain (article 7, paragraphe 2) ; les liens vers les sites Internet centraux exploités ou supervisés par les autorités compétentes lorsque la publication des positions courtes nettes est faite (article 9, paragraphe 4) ; la liste des actions dont la plate-forme principale de négociation se situe dans un pays tiers (article 16, paragraphe 2) et une liste des teneurs de marché et spécialistes en valeurs du Trésor agréés (article 17, paragraphe 3).

4. Informations publiées par la CSSF

Hormis les informations publiées et rendues accessibles comme indiqué dans les autres sections de la présente circulaire, la CSSF publie sur sa page « Vente à découvert » de son site Internet <http://www.cssf.lu> toutes les informations et documents pertinents relatifs au cadre législatif et réglementaire sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit au Luxembourg. La CSSF publie également sur les pages en question les avis de toute décision d'imposer ou de renouveler toute mesure qu'elle prend en vertu des dispositions du Règlement, y compris toutes mesures de notification, publication et restriction qui peuvent être prises dans des circonstances exceptionnelles.

Veuillez recevoir, Mesdames, Messieurs, l'assurance de nos sentiments distingués.

COMMISSION de SURVEILLANCE du SECTEUR FINANCIER

Claude SIMON
Directeur

Andrée BILLON
Directeur

Simone DELCOURT
Directeur

Jean GUILL
Directeur général

ANNEXE I

Liste des champs à inclure dans les notifications au Luxembourg

Intitulé du champ	Descriptif
1. Détenteur de la position	Personnes physiques : nom et prénom Personnes morales : nom complet, y compris, le cas échéant, la forme juridique figurant au registre d'immatriculation
2. Code d'identification des personnes morales	Code BIC (<i>Bank Identifier Code</i>), s'il est disponible
3. Adresse du détenteur de la position	Adresse complète (rue, numéro, code postal, localité, État/province) et pays
4. Coordonnées du détenteur de la position	Numéro de téléphone, numéro de télécopieur (s'il est disponible) et adresse de courrier électronique
5. Identité du déclarant	Personnes physiques : nom et prénom Personnes morales : nom complet, y compris, le cas échéant, la forme juridique inscrite au registre d'immatriculation
6. Adresse du déclarant	Adresse complète (rue, numéro, code postal, localité, État/province) et pays, s'ils sont différents de ceux du détenteur de la position
7. Coordonnées du déclarant	Numéro de téléphone, numéro de télécopieur (s'il est disponible) et adresse de courrier électronique du déclarant, s'ils sont différents de ceux du détenteur de la position
8. Date de déclaration	Date de transmission de la notification, selon la norme ISO 8601:2004 (aaaa-mm-jj)
9. Identité de l'émetteur	Actions : nom complet de l'entreprise dont les actions sont admises à la négociation sur une plate-forme de négociation Dette souveraine : nom complet de l'émetteur Contrats d'échange sur défaut souverain non couverts : nom complet de l'émetteur souverain
10. ISIN	Uniquement pour les actions : ISIN de la principale catégorie d'actions ordinaires de l'émetteur. En l'absence d'actions ordinaires admises à la négociation, indiquer le code ISIN de la catégorie d'actions de préférence (ou de la principale catégorie d'actions de préférence admises à la négociation, s'il existe plusieurs catégories d'actions de ce type)
11. Code pays	Code à deux lettres du pays de l'émetteur souverain selon la norme ISO 3166-1
12. Date de la position	Date à laquelle la position a été créée ou modifiée ou a cessé d'être détenue, selon la norme ISO 8601:2004 (aaaa-mm-jj)
13. Importance de la position courte nette, en pourcentage	Uniquement pour les actions : en pourcentage (arrondi à la deuxième décimale) du capital social émis, en valeur absolue, sans signe « + » ou « - »
14. Équivalent de la position courte nette	Actions : équivalent en nombre total d'actions Dette souveraine : équivalent nominal en euros Contrats d'échange sur défaut souverain non couverts : équivalent nominal en euros Indiquer les chiffres en valeur absolue, sans signe « + » ou « - », et la monnaie selon la norme ISO 4217
15. Date de la notification précédente	Date de notification de la dernière position déclarée par le détenteur pour le même émetteur, selon la norme ISO 8601:2004 (aaaa-mm-jj)
16. Date d'annulation	Date de transmission d'un formulaire d'annulation d'une notification erronée déjà effectuée selon la norme ISO 8601:2004 (aaaa-mm-jj)
17. Remarques	Texte libre - facultatif
18. Exigence de publication	Uniquement pour les actions : Case à cocher. Précisions concernant la position courte nette seront divulguées au public en vertu de l'article 6 du règlement (UE) n° 236/2012.

ANNEXE II

Format du formulaire de notification d'une position courte nette au Luxembourg

DETENTEUR DE LA POSITION	Prénom NOM Nom complet de l'entreprise		
	Code BIC (si le détenteur en possède un)		
	Pays		
	Adresse		
	Personne de contact	Prénom Nom	
		Numéro de téléphone	
		Numéro de télécopieur	
	Adresse de courrier électronique		

DÉCLARANT (s'il est autre que le détenteur)	Prénom NOM Nom complet de l'entreprise		
	Pays		
	Adresse		
	Personne de contact	Prénom Nom	
		Numéro de téléphone	
		Numéro de télécopieur	
		Adresse de courrier électronique	

POSITION COURTE NETTE SUR LE CAPITAL EN ACTIONS ÉMIS D'UNE ENTREPRISE DONT LES ACTIONS SONT ADMISES À LA NÉGOCIATION SUR UNE PLATE-FORME DE NÉGOCIATION

1. Date de déclaration (aaaa-mm-jj)	
2. Nom de l'émetteur	
2.1. Code ISIN	
2.2. Nom complet	
3. Date de la position (aaaa-mm-jj)	

4. Position courte nette après franchissement du seuil	
4.1. Équivalent en nombre d'actions	
4.2. Pourcentage du capital d'actions émis	
5. Date de la notification précédente (aaaa-mm-jj)	
6. Remarques	
7. Exigence de publication	Oui/Non

POSITION COURTE NETTE SUR DETTE SOUVERAINE ÉMISE

1. Date de déclaration (aaaa-mm-jj)	
2. Nom de l'émetteur	
2.1. Code pays	
2.2. Nom complet	
3. Date de la position (aaaa-mm-jj)	
4. Position courte nette après franchissement du seuil Équivalent en montant nominal	
5. Date de la notification précédente (aaaa-mm-jj)	
6. Remarques	

POSITION SUR CONTRATS D'ÉCHANGE SUR DÉFAUT SOUVERAIN NON COUVERTS

1. Date de déclaration (aaaa-mm-jj)	
2. Nom de l'émetteur	
2.1. Code pays	
2.2. Nom complet	
3. Date de la position (aaaa-mm-jj)	
4. Position courte nette après franchissement du seuil Équivalent en montant nominal	
5. Date de la notification précédente (aaaa-mm-jj)	
6. Remarques	

ANNEXE III

**Notification de l'intention de faire usage de l'exemption visée à l'article 17,
paragraphe 3, du règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil
du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange
sur risque de crédit**

1	Coordonnées de LA PERSONNE NOTIFIANTE	
a)	Prénom NOM Nom complet de l'entreprise	
b)	Code BIC (si le détenteur en possède un)	
c)	Pays	
d)	Adresse	
2	Personne de contact	
a)	Prénom Nom	
b)	Numéro de téléphone	
c)	Numéro de télécopieur	
d)	Adresse de courrier électronique	
3	Instrument financier	
	Description de l'(des) émetteur(s)	

Date, signature _____

IMPORTANT

Le présent formulaire de notification n'est valide que s'il est accompagné d'une copie de l'accord/de l'acte de reconnaissance signé par un émetteur souverain ou une personne agissant en son nom.

ANNEXE IV

Notification de l'intention de faire usage de l'exemption visée à l'article 17, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit

1	Coordonnées de la PARTIE QUI ADRESSE LA NOTIFICATION (personne notifiante)	
a)	Prénom NOM Nom complet de l'entreprise	
b)	Code BIC (si le détenteur en possède un)	
c)	Pays	
d)	Adresse	
2	Personne de contact	
a)	Prénom Nom	
b)	Numéro de téléphone	
c)	Numéro de télécopieur	
d)	Adresse de courrier électronique	

3	Informations sur la tenue de marché	
a)	STATUT DE LA PERSONNE NOTIFIANTE (établissement de crédit, entreprise d'investissement, entité de pays tiers ou tout établissement qui répond à la définition donnée à l'article 2, paragraphe 1, point 1), de la directive 2004/39/CE)	
b)	MARCHÉS SUR LESQUELS LA PERSONNE NOTIFIANTE EST MEMBRE (membre sur une ou plusieurs plate(s)-forme(s) de négociation)	
c)	DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES ACTIVITÉS VISÉES À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT K), ou INDICATION DES ACTIVITÉS PRÉVUES AU TITRE DE L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT K)	
d)	INSTRUMENT(S) FINANCIER(S) (fournir les informations dans le tableau spécifique de l'annexe V)	
	(i) INSTRUMENT (action, émetteur souverain d'un titre de créance, contrat d'échange sur risque de crédit)	

	« (ii) CATÉGORIE D'INSTRUMENTS sur lesquels des activités de tenue de marché sont exercées, autres que ceux visés au point i) » ⁹ (par la désignation de l'instrument financier/instrument sous-jacent)	
e)	DESCRIPITON DE L'ACCORD CONTRACTUEL (tâches et activités principales)	

Date, signature _____

⁹ Circulaire CSSF 13/565

ANNEXE V

Format du tableau à transmettre avec le formulaire de notification de l'intention de faire usage de l'exemption visée à l'article 17, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit

Nom de l'autorité compétente qui informe

Nom de la personne qui adresse la notification (personne notifiante)

Code ID* (par ex. BIC) :

*Si autre que BIC, précisez de quel code il s'agit

Pour les actions

N°	Code ISIN	Nom de l'émetteur	Marché dont la personne est membre - <i>membership</i>
1			
2			
...			

Pour les obligations souveraines

N°	Nom de l'émetteur souverain	Marché dont la personne est membre - <i>membership</i>
1		
2		
...		

Pour les contrats d'échange sur défaut souverain

N°	Nom de l'émetteur souverain	Marché dont la personne est membre - <i>membership</i>
1		
2		
...		

« Pour les instruments autres que les actions, les titres de la dette souveraine ou les contrats d'échange sur défaut souverain qui se traduisent par une position courte ou longue

N°	Catégorie (annexe I, parties 1 et 2, du règlement délégué (UE) n° 918/2012 de la Commission) » ¹⁰	Instrument financier sous-jacent
----	--	----------------------------------

¹⁰ Circulaire CSSF 13/565

1		
2		
...		

ANNEXE VI

Orientations - Exemption pour les activités de tenue de marché et les opérations de marché primaire au titre du Règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit, réf. ESMA/2013/74

Orientations

Exemption pour les activités de tenue de marché et les opérations de marché primaire au titre du Règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit

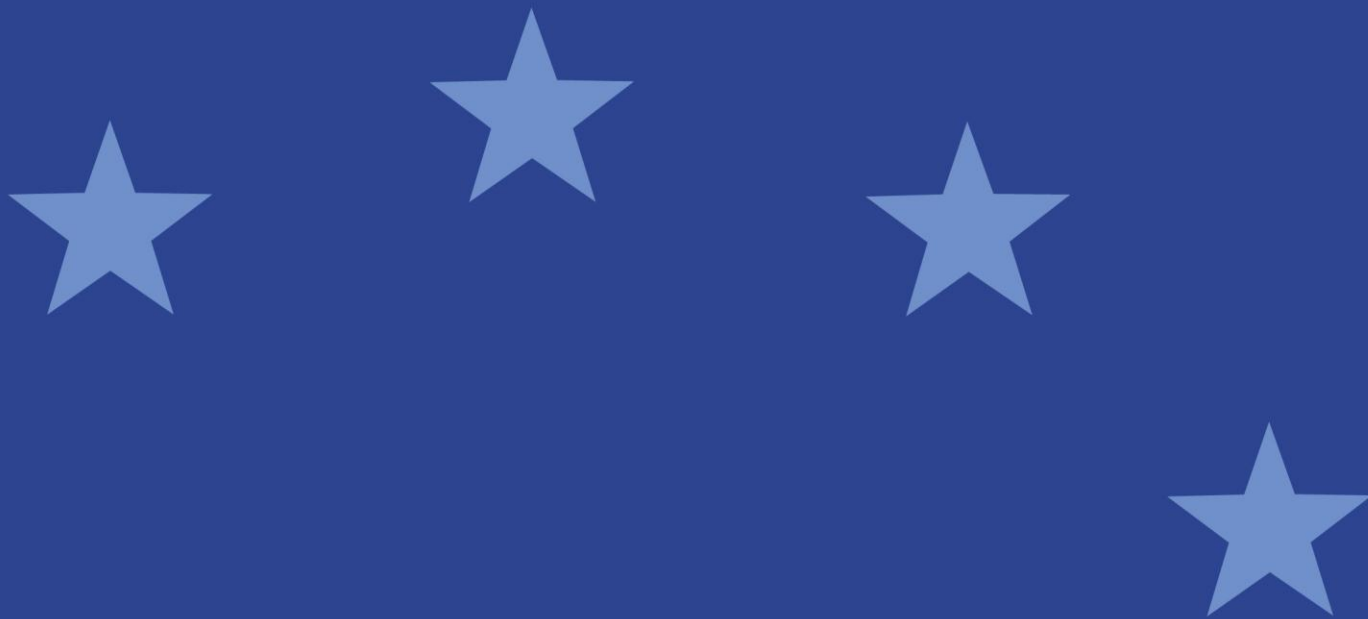


Table des matières

I.	Champ d'application	3
II.	Définitions	3
III.	Objet	3
IV.	Obligations en matière de conformité et de déclaration	3
V.	Contexte et introduction	5
VI.	Définition et champ d'application de l'exemption pour les activités de tenue de marché	7
VII.	Désignation de l'autorité compétente à qui adresser la notification	11
VIII.	Principes généraux et critères d'admissibilité à l'exemption	11
	<i>VIII.I. Principes généraux</i>	<i>12</i>
	<i>VIII.II. Principes et critères applicables à la situation visée à l'article 2, paragraphe 1, point k) i), à savoir «en communiquant simultanément des prix acheteurs et vendeurs fermes et de taille comparable, à des prix concurrentiels, avec pour résultat d'apporter de la liquidité au marché sur une base régulière et continue»</i>	<i>12</i>
	<i>VIII.III. Principes et critères applicables aux transactions réalisées «dans le cadre d'une activité habituelle, en exécutant des ordres initiés par des clients ou en réponse à des demandes d'achat ou de vente de leur part», prévus à l'article 2, paragraphe 1, point k) ii)</i>	<i>16</i>
	<i>VIII.IV. Couverture par anticipation au titre de l'article 2, paragraphe 1, point k) iii)</i>	<i>17</i>
IX.	Procédure d'exemption	17
X.	Mesures transitoires	20

I. Champ d'application

1. Les présentes orientations s'appliquent aux entreprises d'investissement, aux établissements de crédit, aux entités de pays tiers et aux entreprises visées à l'article 2, paragraphe 1, de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers (Directive MiF).
2. Les présentes orientations s'appliquent aux notifications concernant les exemptions pour les activités de tenue de marché et les exemptions en tant que spécialiste en valeurs du Trésor agréé telles que prévues à l'article 17 du Règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit (ci-après le «Règlement»).

II. Définitions

EEE : Espace économique européen

Règlement AEMF : Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/77/CE de la Commission.

MiF : Directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil concernant les marchés d'instruments financiers.

III. Objet

3. Les présentes orientations visent à :
 - assister l'entité notifiante dans le cadre du processus de notification en précisant et en décrivant le contenu de la notification écrite et en proposant un modèle de formulaire de notification ;
 - élaborer une approche commune pour la remise du formulaire de notification, évaluer l'éligibilité des activités de l'entité notifiante au bénéfice de l'exemption et surveiller les conditions d'éligibilité à l'exemption lorsqu'il en est fait usage.

IV. Obligations en matière de conformité et de déclaration

Statut des orientations

4. Le présent document contient des orientations émises au titre de l'article 16 du Règlement AEMF. Conformément à l'article 16, paragraphe 3, du Règlement AEMF, les autorités compétentes et les acteurs des marchés financiers mettent tout en œuvre pour respecter les présentes orientations et recommandations.
5. Les autorités compétentes à qui sont adressées les présentes orientations sont tenues de les respecter en les intégrant dans leurs pratiques de surveillance, y compris lorsque certaines orientations particulières du présent document visent au premier chef les acteurs des marchés financiers.



Obligations en matière de déclaration

6. Les autorités compétentes à qui s'adressent les présentes orientations doivent déclarer à l'AEMF si elles s'y conforment ou entendent les respecter dans un délai de deux mois à compter de leur publication, en motivant leur décision dans le cas contraire. Un modèle de déclaration est disponible sur le site de l'AEMF.
7. Les acteurs des marchés financiers ne sont pas tenus d'effectuer cette déclaration.

V. Contexte et introduction

8. Le Règlement a été publié au Journal officiel de l'Union européenne le 24 mars 2012 et est applicable depuis le 1^{er} novembre 2012.
9. L'article 17 du Règlement prévoit une exemption pour les activités de tenue de marché et les opérations de marché primaire. Conformément aux dispositions du Règlement, il convient de notifier l'intention de faire usage de l'exemption à l'autorité compétente visée à l'article 17, paragraphe 5 (celle de l'État membre d'origine, s'agissant de l'exemption applicable aux activités de tenue de marché) et à l'article 17, paragraphe 6 (l'autorité compétente en matière de dette souveraine, s'agissant de l'exemption applicable aux spécialistes en valeurs du Trésor), même si les activités exemptées peuvent également être exercées sur des territoires qui ne relèvent pas de la compétence de l'autorité en question en matière de surveillance. Dans le cas particulier d'entités de pays tiers qui ne sont pas agréées dans l'Union, la notification doit être envoyée à l'autorité compétente du pays de l'Union dont relève la principale plate-forme de négociation sur laquelle intervient l'entité du pays tiers (voir la section VII sur la désignation de l'autorité compétente).
10. En vue de garantir des conditions de concurrence équitables, la cohérence des pratiques de marché et la convergence des modalités de surveillance au sein de l'EEE, l'AEMF a préparé les présentes orientations qui portent d'une part sur les activités de tenue de marché, telles qu'elles définies à l'article 2, paragraphe 1, du Règlement, et d'autre part sur une approche commune pour l'application des exemptions visées à l'article 17.
11. Conformément à l'article 2, paragraphe 1, point k), on entend par «activités de tenue de marché» les activités d'une entreprise d'investissement, d'un établissement de crédit, d'une entité d'un pays tiers ou d'une entreprise visée à l'article 2, paragraphe 1, point l), de la directive 2004/39/CE (Directive MiF) qui est membre d'une plate-forme de négociation ou d'un marché d'un pays tiers, lorsque le cadre juridique et de surveillance de ce pays a été déclaré équivalent par la Commission conformément à l'article 17, paragraphe 2, et que l'entité concernée procède en tant qu'agent principal à des transactions sur un instrument financier, que ce soit sur une plate-forme de négociation ou en dehors d'une telle plate-forme, de l'une des manières suivantes:
 - a. en communiquant simultanément des prix acheteurs et vendeurs fermes et de taille comparable, à des prix concurrentiels, avec pour résultat d'apporter de la liquidité au marché sur une base régulière et continue ;
 - b. dans le cadre de son activité habituelle, en exécutant des ordres initiés par des clients ou en réponse à des demandes d'achat ou de vente de leur part ;
 - c. en couvrant les positions résultant de la réalisation des tâches visées aux points a) et b).
12. Conformément à l'article 2, paragraphe 1, point n), on entend par «spécialiste en valeurs du Trésor agréé» une personne physique ou morale qui a signé un accord avec un émetteur souverain ou a été reconnue officiellement comme spécialiste en valeurs du Trésor par un émetteur souverain ou en son nom et qui, aux termes de cet accord ou de cet acte de reconnaissance, s'est engagé à agir en tant qu'agent principal en relation avec les opérations de marché primaire et secondaire sur la dette émise par ledit émetteur.

13. Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, les entités qui effectuent des transactions au titre d'activités de tenue de marché ne sont pas tenues de notifier leurs positions courtes nettes sur actions et dette souveraine, ne sont pas soumises aux restrictions applicables aux ventes à découvert non couvertes d'actions et de dette souveraine et à l'interdiction de détenir une position non couverte sur un contrat d'échange sur défaut souverain. Il convient de rappeler que l'exemption s'applique exclusivement aux transactions effectuées dans le cadre d'activités de tenue de marché, conformément aux définitions données au paragraphe 11, points a) à c), ci-dessus ; elle ne s'applique pas à l'ensemble des activités de l'entité notifiante. Comme indiqué au considérant 26, l'exemption ne s'applique pas à la négociation pour compte propre de ces personnes.
14. En vertu de l'article 17, paragraphe 3, du Règlement, les personnes exemptées en tant que spécialiste en valeurs du Trésor, tel que défini à l'article 2, paragraphe 1, point n), ne sont pas tenues de notifier leurs positions courtes nettes sur la dette souveraine, ne sont pas visées par la restriction applicable aux ventes à découvert non couvertes de dette souveraine ni par l'interdiction de détenir une position non couverte sur un contrat d'échange sur défaut souverain. Il y a lieu de rappeler que l'exemption ne s'applique pas à l'ensemble des activités du spécialiste en valeurs du Trésor. Il est également important de noter que l'exemption s'applique à tous les instruments financiers, y compris aux contrats d'échange sur risque de crédit liés à la dette souveraine, lorsque la personne concernée est un spécialiste en valeurs du Trésor et qu'elle agit en tant que tel.
15. Le recours aux exemptions visées à l'article 17, paragraphes 1 et 3, n'est possible que lorsque l'autorité compétente a reçu, par écrit, une notification préalable de l'intention d'en faire usage, au plus tard trente jours civils avant la date à laquelle il est prévu de faire usage de l'exemption pour la première fois.
16. L'autorité compétente peut interdire l'usage de l'exemption à la personne qui lui adresse la notification si elle considère que cette personne ne remplit pas les conditions de cette exemption. En cas d'interdiction, la décision doit être motivée et communiquée par écrit dans un délai de trente jours à compter de la réception de la notification complète incluant toute information pertinente visée au paragraphe 65. L'autorité compétente qui estime que la notification remplit les conditions de l'exemption peut en informer l'entité notifiante avant l'expiration de la période de trente jours civils.
17. Il est reconnu que l'obligation de notifier trente jours à l'avance peut poser des difficultés d'ordre pratique dans certains cas (introduction sur le marché, par exemple). Dans ce cas-là, l'autorité compétente doit être informée le plus tôt possible de manière à pouvoir i) traiter la notification en moins de trente jours et ii) confirmer à l'entité notifiante qu'elle n'entend pas interdire l'usage de l'exemption. L'AEMF considère qu'une telle communication expresse favorable par l'autorité compétente permet à l'entité de faire usage de l'exemption dès réception de la notification.
18. De plus, l'autorité compétente concernée peut, à tout moment, décider de retirer le droit à l'exemption lorsque des changements se sont produits dans la situation de la personne physique ou morale, de sorte que celle-ci ne remplit plus les conditions de l'exemption. Cette décision peut résulter de l'initiative et de l'évaluation propres des autorités compétentes ou d'une notification ultérieure adressée par la personne physique ou morale indiquant qu'un changement s'est produit affectant sa capacité à faire usage de l'exemption, conformément à l'article 17, paragraphes 9 et 10.

VI. Définition et champ d'application de l'exemption pour les activités de tenue de marché

19. Afin de veiller à ce que l'exemption soit appliquée de manière uniforme, il est important de parvenir à une interprétation commune des activités exemptées. Plus précisément, pour répondre aux critères de l'exemption, les activités de tenue de marché doivent être exercées par les entités ci-après, en qualité d'agent principal dans le cadre de transactions sur un instrument financier exécutées de l'une des deux manières ou dans le cadre d'activités de couverture liées visées à l'article 2, paragraphe 1, point k), que l'instrument soit négocié sur ou en dehors d'une plate-forme de négociation:
 - a. une entreprise d'investissement qui est membre d'une plate-forme de négociation; ou
 - b. un établissement de crédit qui est membre d'une plate-forme de négociation; ou
 - c. une entité d'un pays tiers qui est membre d'un marché d'un pays tiers, lorsque le cadre juridique et de surveillance de ce pays a été déclaré équivalent par la Commission conformément à l'article 17, paragraphe 2; ou
 - d. une entité d'un pays tiers qui est membre d'une plate-forme de négociation dans l'Union européenne; ou
 - e. une entreprise visée à l'article 2, paragraphe 1, point l), de la directive 2004/39/CE qui est membre d'une plate-forme de négociation.
20. Eu égard à ce qui précède, il y a trois conditions préalables pour que les activités d'une entité soient exemptées des dispositions du Règlement:
 - a. être membre du marché sur lequel l'entité
 - b. procède en tant qu'agent principal de l'une des manières visées au paragraphe 11 ci-dessus
 - c. à des transactions sur un instrument financier pour lequel elle notifie l'exemption.
21. Toutefois, la personne n'est pas tenue d'exercer ses activités de tenue de marché exclusivement sur cette plate-forme de négociation ou ce marché ni d'être reconnue en tant que teneur de marché ou fournisseur de liquidités selon les règles en vigueur sur cette plate-forme ou ce marché. Il n'est pas non plus nécessaire qu'elle soit tenue par une obligation contractuelle spécifique d'exercer des activités de tenue de marché. Par exemple, une personne pourrait bénéficier de l'exemption en négociant sur la plate-forme de négociation ou sur le marché pour couvrir ses positions résultant d'activités visées à l'article 2, paragraphe 1, point k) i) ou à l'article 2, paragraphe 1, point k) ii), du Règlement, elles-mêmes exercées en dehors de la plate-forme ou du marché.
22. L'AEMF prend acte de ce que les services de la Commission européenne ont formulé par écrit leur analyse juridique de la définition de tenue de marché visée à l'article 2, paragraphe 1, point k), du Règlement, par laquelle ils affirment clairement que l'évaluation de chacune des conditions ci-dessus à remplir pour bénéficier de l'exemption au titre des activités de tenue de marché doit être remplie pour chaque instrument financier concerné. Selon l'analyse de la Commission, les activités de tenue de marché sur des instruments qui ne sont pas admis à la négociation ou qui ne sont négociés sur aucune plate-forme, comme c'est actuellement le cas pour de nombreux contrats d'échange sur défaut souverain et pour certaines obligations souveraines ou instruments dérivés non cotés qui

ne sont pas éligibles à l'exemption au titre de l'article 17, paragraphe 1, du Règlement, puisque l'obligation d'être membre n'est pas satisfaite.

23. Il convient de noter que l'exemption ne couvre que les activités qui, pour chaque transaction particulière, sont exercées en vertu des activités de tenue de marché définies à l'article 2, paragraphe 1, point k), du Règlement. Par conséquent, les personnes qui notifient leur intention de faire usage de l'exemption ne sont pas supposées détenir des positions courtes significatives en rapport avec des activités de tenue de marché, si ce n'est pour de courtes périodes.
24. Les activités d'arbitrage (en particulier lorsqu'elles sont réalisées entre différents instruments financiers ayant la même valeur mobilière sous-jacente) ne sont pas considérées comme des activités de tenue de marché au sens du Règlement et ne peuvent dès lors pas être exemptées.
25. En ce qui concerne les activités de couverture visées à l'article 2, paragraphe 1, point k) iii), la taille de la position acquise aux fins de la couverture doit être proportionnée à la taille de l'exposition couverte pour que ces activités puissent être exemptées. La personne doit être en mesure de justifier, à la demande de l'autorité compétente, pourquoi une adéquation exacte en termes de taille n'a pas été possible. La différence ne doit pas, en tout état de cause, être significative.
26. Conformément à l'article 17, paragraphe 1, lorsque les conditions sont satisfaites, les activités de tenue de marché d'une entité sur l'instrument financier en question ou liées à celui-ci sont exemptées de l'application des articles 5, 6, 7, 12, 13 et 14 du Règlement, à savoir l'obligation de transparence des positions courtes nettes sur des actions et sur la dette souveraine, les restrictions applicables aux ventes à découvert non couvertes d'actions et de dette souveraine et l'interdiction de conclure des contrats d'échange sur défaut souverain non couverts.
27. Toutefois, les activités de tenue de marché sur les contrats d'échange sur défaut souverain ne sont pas exemptées de l'article 8 du Règlement relatif à la notification à l'autorité compétente des positions non couvertes sur un contrat d'échange sur défaut souverain, lorsque l'autorité compétente a levé les restrictions sur ces instruments conformément à l'article 14, paragraphe 2.

Une exemption instrument par instrument

28. Conformément à l'article 2, paragraphe 1, point k), les activités de tenue de marché sont, à leur tour, définies comme des activités par lesquelles on procède en tant qu'agent principal à des transactions sur un instrument financier. De ce fait, l'exemption visée à l'article 17, paragraphe 1, s'applique aux activités sur un instrument financier, c'est-à-dire instrument par instrument; elle ne saurait donc être considérée comme une exemption globale applicable aux activités de tenue de marché en général. La notification adressée pour informer de l'intention de faire usage de l'exemption visée à l'article 17, paragraphe 1, et l'utilisation ultérieure de cette exemption doivent dès lors porter sur un instrument financier émis par un émetteur particulier soumis au Règlement, c'est-à-dire:
 - a. les actions d'un émetteur relevant du champ d'application du régime;
 - b. un émetteur souverain, tel que défini dans le Règlement.
29. Chaque notification relative à une exemption doit indiquer:

- a. pour les actions, l'instrument précis pour lequel les activités de tenue de marché sont notifiées aux fins de l'exemption;
 - b. pour la dette souveraine et les contrats d'échange sur défaut souverain, le cas échéant, l'émetteur souverain sur la dette duquel les activités de tenue de marché sont notifiées aux fins de l'exemption.
30. Si des activités de tenue de marché sont exercées sur un instrument financier autre qu'une action ou un titre de dette souveraine et se traduisent par des positions courtes ou longues telles que visées aux articles 3 et 4 du Règlement, la notification doit préciser la catégorie d'instruments financiers conformément à l'annexe I, parties 1 et 2, du Règlement délégué (UE) n° 918/2012 de la Commission et l'action ou l'émetteur de la dette souveraine correspondants. Précision importante, les activités sur l'action ou le titre de la dette souveraine correspondants seront exemptées uniquement si elles visent à couvrir les activités de tenue de marché sur cet instrument financier, conformément à l'article 2, paragraphe 1, point k) iii), du Règlement.
31. Cette information doit permettre à l'autorité compétente d'évaluer au mieux, pour chaque instrument ou chaque émetteur souverain, s'il est nécessaire d'interdire ou non l'usage de l'exemption, conformément à l'article 17, paragraphe 7.
32. Aux fins de l'exemption visée à l'article 17, paragraphe 1, du Règlement, les instruments financiers visés au paragraphe 30 sont les instruments financiers cotés dont les positions doivent être prises en considération pour calculer la position courte nette. Il s'agit, pour les actions, des instruments énumérés à l'annexe I, partie 1, du Règlement délégué (UE) n° 918/2012 de la Commission:
- a. Options,
 - b. Warrants couverts,
 - c. Contrats à terme standardisés (*futures*),
 - d. Instruments liés à un indice,
 - e. Contrats financiers avec paiement d'un différentiel,
 - f. Actions/parts de fonds négociés en bourse,
 - g. Contrats d'échange,
 - h. Contrats permettant de miser sur un écart (*spread bets*),
 - i. Produits d'investissement de détail ou professionnels,
 - j. Dérivés complexes,
 - k. Certificats liés à des actions,
 - l. Certificats internationaux représentatifs d'actions étrangères (*global depositary receipts*).

Pour les émetteurs souverains, il s'agit des instruments énumérés à l'annexe I, partie 2, du Règlement délégué (UE) n° 918/2012 de la Commission:

- a. Options,
 - b. Contrats à terme standardisés (*futures*),
 - c. Instruments liés à un indice,
 - d. Contrats financiers avec paiement d'un différentiel,
 - e. Contrats d'échange,
 - f. Contrats permettant de miser sur écart (*spread bets*),
 - g. Dérivés complexes,
 - h. Certificats représentatifs de titres de dette souveraine.
33. En particulier, les activités de tenue de marché d'une personne sur les produits dérivés et les fonds cotés (*exchange traded funds*, ETF), lorsque le ou les actif(s) sous-jacent(s) du dérivé en question et les composants du fonds coté concerné sont des instruments financiers relevant du champ d'application du régime, peuvent bénéficier de l'exemption à condition que les négociations sur l'actif sous-jacent en question visent à couvrir les activités de tenue de marché sur les dérivés et les fonds cotés correspondants.
34. Cette approche est conforme au texte du Règlement. Il convient également de rappeler que, conformément aux principes généraux d'interprétation de la législation européenne généralement appliqués, toute exemption prévue dans un acte juridique européen doit être interprétée de façon stricte. En outre, une autre interprétation réduirait l'efficacité du Règlement en élargissant de facto sans limites l'application des exemptions.

Obligation d'être membre

35. Toute personne physique ou morale qui a l'intention de faire usage de l'exemption applicable aux activités de tenue de marché et qui notifie à l'autorité compétente son intention doit être membre d'une plate-forme de négociation (un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation, tels que définis à l'article 4, paragraphes 14 et 15, de la Directive MiF, par exemple) ou d'un marché «équivalent» d'un pays tiers, sur lequel elle intervient en qualité d'agent principal dans le cadre de transactions sur un instrument financier exécutées de l'une des deux manières ou dans le cadre d'activités de couverture liées, visées à l'article 2, paragraphe 1, point k).
36. Dans tous les cas, l'instrument qui fait l'objet de la notification doit être admis à la négociation ou négocié sur la plate-forme ou le marché dont la personne est membre. S'agissant des instruments financiers visés au paragraphe 30, il n'est pas nécessaire d'être membre de la plate-forme sur laquelle l'action ou le titre de la dette souveraine correspondant est admis à la négociation ou négocié.

VII. Désignation de l'autorité compétente à qui adresser la notification

37. Le Règlement indique à quelle autorité compétente une personne physique ou morale doit notifier son intention de faire usage d'une exemption pour des activités de tenue de marché ou en sa qualité de spécialiste en valeurs du Trésor agréé. Il convient toutefois d'établir une distinction entre une entité d'un pays tiers qui n'est pas agréée dans l'Union et les autres personnes, agréées, enregistrées ou domiciliées dans l'Union.
38. Pour les personnes agréées dans l'Union, l'autorité compétente en matière de notification est:
- pour l'exemption applicable aux activités de tenue de marché, l'autorité compétente de l'État membre d'origine de la personne, défini à l'article 2, paragraphe 1, point i), du Règlement;
 - pour l'exemption en tant que spécialiste en valeurs du Trésor agréé, l'autorité compétente de l'État membre de la dette souveraine concernée.
39. Dans le cas d'une entité d'un pays tiers qui n'est pas agréée dans l'Union (l'entité du pays tiers), l'article 17, paragraphe 8, du Règlement, prévoit que l'autorité compétente est celle de la principale plate-forme de négociation au sein de l'Union sur laquelle l'entité intervient. Par conséquent, lorsque l'entité du pays tiers a l'intention de faire usage de l'exemption pour des activités de tenue de marché sur un instrument financier particulier ou en tant que spécialiste en valeurs du Trésor, elle doit le notifier à l'autorité dont relève la plate-forme de négociation sur laquelle elle exerce la majorité de ses activités de négociation en Europe.
40. L'entité du pays tiers doit évaluer son activité au cours de l'année précédente sur la base du volume d'échanges réalisé (tel que défini à l'article 2, paragraphe 9, du Règlement (CE) n° 1287/2006 de la Commission) sur chaque plate-forme de négociation dans le cadre de ses activités de tenue de marché sur des instruments financiers en Europe et de ses opérations de marché secondaire sur la dette souveraine en tant que spécialiste en valeurs du Trésor agréé, et déterminer sur quelle plate-forme de négociation européenne (marché réglementé ou système multilatéral de négociation, par exemple) elle est la plus active.
41. Chaque entité de pays tiers dispose ainsi d'un guichet unique en Europe, une seule autorité compétente européenne à qui adresser la notification, quel que soit l'instrument financier concerné.

VIII. Principes généraux et critères d'admissibilité à l'exemption

42. Les principes et critères ci-après n'ont pas pour objet de compléter ou de modifier la définition des activités de tenue de marché¹, mais plutôt de fixer les standards que les autorités compétentes doivent prendre en considération lorsqu'elles évaluent si une entité qui notifie une exemption conformément à l'article 17, paragraphe 5, du Règlement a le droit d'en bénéficier.

¹ Ces critères ne visent pas à élargir ni à rétrécir le champ d'application de la tenue de marché telle qu'elle est définie actuellement dans la Directive MiF ou telle qu'elle sera définie dans la Directive MiF révisée.

VIII.I. Principes généraux

43. Toute personne définie ci-dessus ayant l'intention de faire usage de l'exemption visée à l'article 17, paragraphe 1, du Règlement doit:
- être membre d'une plate-forme de négociation sur laquelle l'instrument financier en question est admis à la négociation ou négocié et sur laquelle elle exerce une activité de tenue de marché sur cet instrument;
 - respecter les règles générales et les exigences particulières en matière d'activités de tenue de marché imposées par la plate-forme de négociation ou le marché établi, le cas échéant, dans le pays tiers;
 - conserver des registres des ordres et transactions relatifs aux activités de tenue de marché pour lesquelles elle demande l'exemption, afin de les distinguer facilement de ses autres activités de négociation pour compte propre;
 - mettre en place des procédures internes relatives aux activités de tenue de marché pour lesquelles elle demande l'exemption afin que ces activités soient immédiatement identifiables et que les registres soient facilement consultables par l'autorité compétente, sur demande;
 - disposer de ressources effectives en matière de conformité et d'audit et d'un dispositif permettant de surveiller les activités de tenue de marché pour lesquelles elle demande l'exemption;
 - être en mesure de démontrer à tout moment à l'autorité compétente que ses activités de tenue de marché répondent aux principes et aux critères des présentes orientations.

VIII.II. Principes et critères applicables à la situation visée à l'article 2, paragraphe 1, point k) i), à savoir «en communiquant simultanément des prix² acheteurs et vendeurs fermes et de taille comparable, à des prix concurrentiels, avec pour résultat d'apporter de la liquidité au marché sur une base régulière et continue»

44. Le principe fondamental applicable à toutes les classes d'actifs requiert de l'entité qui notifie son intention de faire usage de l'exemption pour ses activités de tenue de marché, conformément à l'article 2, paragraphe 1, point k) i), qu'elle apporte de la liquidité au marché sur une base régulière et continue en communiquant simultanément des prix acheteurs et vendeurs fermes de tailles comparables et concurrentiels. Il est important de noter que les critères en termes de présence, de prix et de taille ne sont pas indépendants mais interagissent les uns avec les autres. Ainsi, les activités de tenue de marché visées à l'article 2, paragraphe 1, point k) i) qui sont exemptées conformément à l'article 17 seront celles pour lesquelles une personne propose des prix fermes concurrentiels, à taille comparable, conformément au critère mentionné, au moins pendant la durée de présence obligatoire fixée, le cas échéant.

² Simultaneous two-way quotes

45. L'AEMF juge approprié d'inclure dans les présentes orientations des critères permettant aux autorités compétentes d'évaluer les notifications qui leur sont adressées conformément à l'article 17, paragraphe 5 du Règlement, en rapport avec des actions et instruments dérivés négociés sur une plateforme de négociation. Des critères pour les autres classes d'actifs couvertes par le Règlement pourront être définis en temps utile par l'AEMF. Elle tiendra compte de l'incidence du Règlement MiF et de la Directive MiF sur la définition de la tenue de marché pour veiller à la cohérence de la Réglementation européenne. Elle continuera de surveiller les avancées sur le marché et pourrait revoir, à l'avenir, les critères établis.
46. S'agissant de la condition de présence, toute personne qui entreprend des activités de tenue de marché au titre de l'article 2, paragraphe 1, point k) i) doit être présente sur le carnet d'ordres ou communiquer des prix sur une plate-forme de négociation pour le ou les instrument(s) financier(s) (actions ou instruments dérivés) pour le(s)quel(s) elle demande l'exemption pendant une partie suffisante de la période de négociation obligatoire. À cet égard, le Règlement n'impose pas une présence ininterrompue mais précise toutefois que la présence doit être régulière et continue. Ainsi, la présence sur le marché consiste à:
 - a. exercer des activités de tenue de marché à chaque jour de bourse;
 - b. présenter des ordres qui répondent aux critères ci-dessous, à une fréquence raisonnable, c'est-à-dire sans interrompre l'activité de tenue de marché au cours d'une même séance de négociation pendant un laps de temps important.
47. En ce qui concerne l'obligation de communiquer des prix acheteurs et vendeurs de tailles comparables, fermes et concurrentiels, le Règlement ne précise pas si les prix fermes communiqués doivent être concurrentiels de la même façon à l'achat et à la vente. C'est pourquoi l'AEMF considère que la fourchette de prix acheteur-vendeur proposée par la personne qui exerce des activités de tenue de marché peut être asymétrique, c'est-à-dire qu'elle peut s'éloigner du point central de la fourchette de prix acheteur-vendeur affichée sur un marché pour l'instrument financier en question. La compétitivité des prix peut ainsi être différente à l'achat et à la vente à un moment donné, selon la stratégie directionnelle choisie, tant que l'entité qui exerce des activités de tenue de marché respecte l'objectif d'apporter de la liquidité au marché. Dans tous les cas, l'asymétrie éventuelle ne saurait conduire à ce qu'au moins l'un des prix, acheteur ou vendeur, ne soit pas concurrentiel.
48. Eu égard aux observations qui précèdent, en ce qui concerne les actions considérées comme des actions liquides au sens de la directive MiF:
 - a. une présence régulière et continue sur le marché suppose que les activités de tenue de marché soient exercées sur une base mensuelle ou quotidienne pendant au moins 80 % de la durée totale de la séance des négociations. Ce temps de présence peut être réduit en cas de situation anormale de marché, conformément aux règles de la plate-forme de négociation concernée. Pour les actions liquides au sens de la Directive MiF, dont le prix est exclusivement fixé par enchères sur une plate-forme de négociation, le concept de présence régulière et continue n'est pas comparable à celui qui prévaut dans le cas d'actions pour lesquelles la négociation se fait de manière continue. Dans de tels cas, le critère de la présence régulière et continue doit être évalué à tout le moins au regard des critères définis pour les teneurs de marché/fournisseurs de liquidités reconnus sur les instruments en vertu des règles de la plate-forme de négociation sur laquelle l'instrument est admis. Pour prétendre à l'exemption applicable aux activités de tenue de marché sur ces instruments,

la personne doit émettre des ordres d'achat et de vente concurrentiels lors de la phase d'appel qui précède l'ouverture des enchères, de manière à ce que leurs prix soient pris en compte lors de la clôture des enchères et de la fixation du prix final de l'instrument.

- b. Les prix fermes concurrentiels doivent se situer à l'intérieur de la fourchette maximale de prix acheteur-vendeur imposée aux teneurs de marché/fournisseurs de liquidités reconnus en vertu des règles de la plate-forme de négociation sur laquelle ils sont affichés pour les instruments concernés. Si la plate-forme de négociation ne fixe aucune règle relative à la fourchette maximale de prix acheteur-vendeur pour les teneurs de marché ou fournisseurs de liquidités reconnus, il est possible de se référer aux exigences prévues par les règles applicables aux teneurs de marché/fournisseurs de liquidités reconnus d'une autre plate-forme de négociation sur laquelle l'instrument en question est activement négocié. Lorsque cette alternative n'est pas possible, en dernier recours, le prix ferme concurrentiel est calculé en pourcentage de l'écart de prix moyen observé sur l'instrument en question sur la plate-forme sur laquelle il est négocié. Toute asymétrie entre les prix vendeurs et les prix acheteurs est soumise aux conditions énoncées au paragraphe 47 susmentionné.
 - c. La taille des ordres communiqués par les teneurs de marché dans le carnet d'ordres ou *quote book* ne peut être inférieure à celle exigée pour les ordres des teneurs de marché/fournisseurs de liquidités reconnus conformément aux règles de la plate-forme de négociation sur laquelle les actions en question sont négociées. Si la plate-forme de négociation ne fixe aucune règle relative à la taille des ordres ou des prix pour les teneurs de marché ou fournisseurs de liquidités reconnus, il est possible de se référer aux exigences prévues par les règles applicables aux teneurs de marché/fournisseurs de liquidités reconnus d'une autre plate-forme de négociation sur laquelle l'instrument en question est activement négocié. Lorsque cette alternative n'est pas possible, en dernier recours, la taille des ordres ou des *quotes* émis dans le cadre de la tenue de marché doit être évaluée par rapport à la taille moyenne des transactions de l'instrument concerné.
49. Pour les actions qui ne sont pas considérées comme des actions liquides au sens de la Directive MiF et pour les instruments dérivés négociés sur une plate-forme de négociation:
- a. l'obligation d'avoir une présence régulière et continue sur le marché doit être évaluée au regard des critères définis par les règles de la plate-forme de négociation sur laquelle l'instrument est admis à la négociation pour les teneurs de marché/fournisseurs de liquidités reconnus sur ces instruments.
 - b. Les prix fermes concurrentiels doivent se situer à l'intérieur de l'écart maximal entre les cours acheteurs et les cours vendeurs pour les teneurs de marché/fournisseurs de liquidités, tel que défini par la plate-forme de négociation. Toute asymétrie entre les prix acheteurs et les prix vendeurs est soumise aux mêmes conditions que celles énoncées au paragraphe 47 susmentionné.
 - c. La taille des ordres ne doit pas être sensiblement inférieure à ce qui est exigé des teneurs de marché/fournisseurs de liquidités reconnus en vertu des règles de la plate-forme de négociation sur laquelle les instruments concernés sont négociés.

Concernant les actions non liquides, lorsque la plate-forme de négociation susmentionnée ne prévoit pas de règles relatives à l'un des critères énoncés aux points b et c pour les te-

neurs de marché ou fournisseurs de liquidités reconnus, il est possible de faire référence aux exigences prévues par les règles relatives aux teneurs de marché/fournisseurs de liquidités reconnus par une autre plate-forme de négociation sur laquelle l'instrument concerné est activement négocié.

Lorsque cette alternative n'est pas possible, en dernier recours et en fonction du critère concerné:

- les prix fermes concurrentiels doivent être calculés en pourcentage de l'écart moyen observé sur l'instrument concerné sur la plate-forme où l'instrument est négocié ou, à tout le moins, doivent se situer à l'intérieur de l'écart maximal des prix vendeurs et acheteurs fixé par la plate-forme de négociation;
- la taille des ordres ou des *quotes* dans le cadre de la tenue de marché doit être évaluée par rapport à la taille moyenne des transactions pour l'instrument concerné sur la plate-forme sur laquelle il est négocié.

Concernant les instruments dérivés, lorsque la plate-forme de négociation susmentionnée ne prévoit pas de règles relatives à l'un des critères énoncés aux points a, b et c pour les teneurs de marché ou fournisseurs de liquidités reconnus, il est possible de faire référence aux exigences prévues par les règles relatives aux teneurs de marché/fournisseurs de liquidités reconnus par une autre plate-forme de négociation sur laquelle un contrat dérivé similaire est activement négocié, le cas échéant.

50. Une entité peut prouver qu'elle remplit ces critères en invoquant soit, a posteriori, l'historique de ses négociations soit, a priori, les négociations qu'elle a l'intention de mener dans le futur.
51. L'AEMF propose aux autorités compétentes d'adopter l'approche suivante lorsqu'il s'agit d'évaluer la notification de l'intention de faire usage de l'exemption:
 - a. lorsqu'une personne peut démontrer qu'elle est partie à un contrat ou à un programme de tenue de marché ou de fourniture de liquidité avec une plate-forme de négociation ou un émetteur qui remplit ou va au-delà des trois critères susmentionnés, elle est présumée satisfaire les conditions d'acceptation de la notification par l'autorité compétente. Il convient de noter que, qu'elle soit ou non partie au contrat, la personne doit néanmoins remplir les critères applicables visés à l'article 2, paragraphe 2, point k), à savoir être membre d'une plate-forme de négociation, agir en tant qu'agent principal, etc.;
 - b. lorsqu'une personne n'est pas partie à un contrat ou un programme, comme indiqué ci-dessus, elle doit apporter la preuve qu'elle remplit les critères susmentionnés et les autres exigences visées à l'article 2, paragraphe 1, point k).
52. En outre, la personne qui adresse la notification doit être en mesure d'apporter des informations ou des preuves supplémentaires à la demande ad hoc de l'autorité compétente. Notamment:
 - a. la preuve que les ordres sont de taille comparable;
 - b. la preuve que les ordres affichent des prix fermes concurrentiels;
 - c. la preuve de la présence régulière et continue sur le marché.

VIII.III. Principes et critères applicables aux transactions réalisées «dans le cadre d'une activité habituelle, en exécutant des ordres initiés par des clients ou en réponse à des demandes d'achat ou de vente de leur part», prévus à l'article 2, paragraphe 1, point k) ii)

53. Outre les principes généraux énoncés au paragraphe 43, afin que soit considérée comme une activité de tenue de marché au sens du Règlement l'activité d'une personne qui procède en tant qu'agent principal à des transactions en exécutant des ordres initiés par des clients ou en réponse à des demandes de leur part, cette personne doit démontrer à l'autorité compétente qu'elle est une entreprise d'investissement, un établissement de crédit, une entité d'un pays tiers ou une entreprise visée à l'article 2, paragraphe 1, point l), de la directive 2004/39/CE et que ses transactions se font et se feront dans le cadre de son «activité habituelle».
54. Pour bénéficier de l'exemption dans cette situation, les teneurs de marché doivent:
- a. fournir régulièrement des prix fermes aux clients ou être à même de proposer un prix en réponse à la demande d'un client; et
 - b. se tenir prêts à négocier avec les clients à leur demande.
55. L'autorité compétente prendra en considération les aspects suivants:
- Si, et dans quelle mesure, la personne procède déjà sur une base fréquente et systématique à des transactions sur l'instrument financier en question lorsqu'elle exécute des ordres initiés par des clients ou en réponse à des demandes de leur part. Si l'activité de tenue de marché porte sur des instruments négociés de façon ad hoc et peu fréquente, il est décisif que le teneur de marché soit, à tout moment, disposé et préparé à proposer des prix fermes aux clients et se tienne prêt à négocier en réponse à des demandes de clients en prévoyant raisonnablement de procéder à une transaction sur tout instrument demandé par un client. Il doit s'agir d'instruments ou de catégories d'instruments définis au préalable, par exemple les principaux indices ou instruments d'un marché réglementé. La présentation de la stratégie sous-jacente peut utilement servir de preuve pertinente pour démontrer l'admissibilité d'une activité visée à l'article 2, paragraphe 1, point k) ii) ;
 - l'importance de l'activité (pour laquelle l'exemption est notifiée) par rapport à l'ensemble de l'activité de négociation pour compte propre de la personne;
 - lorsque la personne ne procède pas encore sur une base fréquente et systématique à des transactions sur l'instrument financier en question pour exécuter des ordres initiés par des clients ou répondre à des demandes de leur part:

si la personne anticipe, sur la base de prévisions raisonnables, qu'elle sera amenée à réaliser ce type de transactions dans le futur, les bases d'une telle perspective et les hypothèses commerciales qui la justifient (y compris par rapport aux transactions auxquelles elle procède pour des clients sur d'autres instruments financiers). Dans sa notification aux autorités compétentes, la personne peut invoquer le fait qu'elle anticipe, de manière raisonnable, de procéder à des transactions sur un instrument financier particulier.

VIII.IV. Couverture par anticipation au titre de l'article 2, paragraphe 1, point k) iii)

56. Une entité qui agit en tant qu'agent principal en anticipant des ordres initiés par des clients ou des demandes de leur part devant se concrétiser à court terme peut bénéficier de l'exemption des activités de tenue de marché pour autant que la couverture par anticipation soit nécessaire à l'exécution de véritables activités de tenue de marché et ne s'explique pas par d'autres raisons, spéculatives notamment. Si l'ordre du client ou sa demande de prix anticipés ne sont pas reçus, la position prise à travers la couverture par anticipation devra être dénouée rapidement et de façon méthodique (et, en tout état de cause, à la première occasion).
57. Le teneur de marché doit être en mesure de démontrer que les négociations qui anticipent les demandes des clients se rapportent aux transactions réalisées au titre des activités de tenue de marché à tout moment.

IX. Procédure d'exemption

58. L'usage de l'exemption au titre du Règlement repose sur l'obligation de notifier son intention. Il ne s'agit ni d'une procédure d'autorisation ni d'une procédure d'agrément. Toutefois, l'autorité compétente à laquelle la notification est adressée peut interdire l'usage de l'exemption, au moment de la notification ou ultérieurement, si elle considère que les conditions de cette exemption ne sont plus remplies.
59. Eu égard à la vaste portée géographique de l'exemption pour un instrument financier donné et à son incidence potentielle sur les marchés européens, seule l'autorité compétente qui reçoit la notification relative à l'instrument est seule responsable de la décision d'interdire ou non l'usage de l'exemption.
60. En outre, en vertu du Règlement, la responsabilité d'interdire l'usage de l'exemption incombe à l'autorité compétente qui reçoit la notification. C'est pourquoi l'AEMF considère que toute décision prise par cette autorité compétente de refuser le droit à l'exemption à une personne doit être motivée et formulée par écrit.
61. Selon les lois et réglementations nationales, et bien que le Règlement ne l'exige pas, une autorité compétente qui reçoit notification de l'intention de faire usage d'une exemption peut officiellement répondre à la personne qui adresse la notification pour l'informer du fait qu'elle ne s'oppose pas à l'usage de l'exemption.
62. Dans ce contexte, il est crucial d'appliquer harmonieusement les dispositions du Règlement relatives a) à la notification de l'intention de faire usage de l'exemption, b) à son contenu, c) à la procédure d'instruction des notifications reçues par les autorités compétentes et d) aux modalités d'évaluation des conditions de l'exemption, y compris les critères à prendre en considération au moment de la notification ou ultérieurement, en ce que cela pourrait conduire une autorité compétente à interdire l'usage de l'exemption.

Notification de l'intention

63. L'approche commune relative aux informations à inclure dans la notification de l'intention de faire usage de l'exemption doit être équilibrée de manière à ce que les autorités compétentes reçoivent suffisamment d'informations. Ces informations devraient leur permettre de mettre en place un pro-

cessus efficace d'évaluation de la notification tout en évitant d'imposer des exigences disproportionnées en matière de notification aux personnes qui ont l'intention de faire usage de l'exemption.

64. La notification doit être présentée à l'autorité compétente sous format électronique, conformément au modèle fourni aux annexes I et II, dans la ou les langue(s) acceptée(s) par l'autorité compétente de l'État membre et être confirmée par écrit si le cadre juridique et réglementaire de l'État membre l'exige. Si des documents complémentaires doivent être joints, ceux-ci peuvent être rédigés dans une langue couramment utilisée dans les milieux financiers internationaux.
65. Selon le type d'exemption (spécialistes en valeurs du Trésor agréés ou activités de tenue de marché), l'entité notifiante doit transmettre les informations suivantes:
 - a. Pour les spécialistes en valeurs du Trésor agréés:
 - i. les coordonnées de la partie notifiante;
 - ii. les coordonnées de la personne de contact au sein de la partie notifiante;
 - iii. une copie de l'accord/acte de reconnaissance signé avec un émetteur souverain ou une personne agissant en son nom.
 - b. Pour les activités de tenue de marché:
 - iv. les coordonnées de la partie notifiante;
 - v. les coordonnées de la personne de contact au sein de la partie notifiante;
 - vi. le statut de la partie notifiante:
 1. établissement de crédit;
 2. entreprise d'investissement;
 3. entité d'un pays tiers; ou
 4. entreprise visée à l'article 2, paragraphe 1, point l), de la directive 2004/39/CE;
 - vii. le marché dont est membre la personne notifiante;
 - viii. une description des activités en précisant la manière particulière de procéder à des transactions conformément à l'article 2, paragraphe 1, point k), du Règlement:
 1. manière visée à l'article 2, paragraphe 1, point k) i);
 2. manière visée à l'article 2, paragraphe 1, point k) ii) et la nature des services de facilitation au client:
 - a. exécuter des ordres initiés par des clients;

- b. répondre à des demandes de leur part;
 - ix. pour chaque type d'activités de tenue de marché, le ou les instrument(s) financier(s) pour le(s)quel(s) il est notifié l'intention de faire usage de l'exemption. Il peut s'agir d'une liste des différents instruments financiers ou d'une spécification claire des instruments concernés (par exemple, le FTSE 100 à une date donnée), pour autant qu'il s'agisse au final d'une liste exhaustive d'instruments précis permettant à l'autorité compétente ayant reçu la notification d'identifier sans ambiguïté tous les instruments pour lesquels l'exemption est déclarée;
 - x. en cas de convention fixant contractuellement la prestation de services de tenue de marché, une description des principales tâches et activités prévues dans le contrat ou une copie du contrat;
 - xi. lorsque les activités de tenue de marché portent sur des instruments visés au paragraphe 30, par exemple des instruments dérivés listés et des fonds cotés, la catégorie correspondante d'instruments financiers en vertu de l'annexe I, parties 1 et 2, du Règlement délégué (UE) n° 918/2012 de la Commission;
 - xii. lorsqu'aucune activité de tenue de marché antérieure sur un instrument financier particulier ne peut être démontrée (par exemple, en cas d'introduction sur le marché, d'intention de lancer une nouvelle activité de tenue de marché sur un nouvel instrument financier, etc.):
 - 1. pour les activités de tenue de marché visées à l'article 2, paragraphe 1, point k) i), une indication des prévisions de volumes quotidiens pour ces activités de tenue de marché sur un instrument financier;
 - 2. pour les activités de tenue de marché visées à l'article 2, paragraphe 1, point k) ii), une indication des prévisions de volumes hebdomadaires pour ces activités de tenue de marché sur un instrument financier.
66. En ce qui concerne l'exemption applicable aux spécialistes en valeurs du Trésor agréés ou aux activités de tenue de marché, le statut de la partie notifiante (entreprise d'investissement, établissement de crédit, membre du marché) est une condition dont le respect doit être clairement évalué et vérifié par recoupement sur la base des éléments devant être fournis par l'entité notifiante.
67. Il y a lieu de noter qu'une telle évaluation est parfois plus difficile pour les entités de pays tiers: outre le fait de vérifier que le marché du pays tiers est déclaré équivalent, la coopération et l'échange d'informations avec les autorités de régulation du pays tiers peuvent être nécessaires et devront respecter les dispositions de l'article 38 du Règlement.

Contrôle des conditions de l'exemption

68. Conformément à l'article 17, paragraphes 9 et 10, une personne qui a adressé une notification au titre des paragraphes 5 et 6 de l'article 17 prévient par écrit, dès que possible, l'autorité compétente lorsque se produisent des changements qui affectent le droit de cette personne à faire usage de l'exemption. Eu égard aux changements notifiés, l'autorité compétente évalue dans un délai de deux semaines si les activités en question sont toujours éligibles à l'exemption.

69. Dans le cadre de leurs approches et pratiques communes de surveillance, les autorités compétentes peuvent, de leur propre initiative, procéder à des contrôles thématiques afin de vérifier à tout moment si les activités de la personne physique ou morale remplissent les conditions de l'exemption.

Cas particulier des mesures d'urgence

70. Lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, une autorité compétente introduit une mesure temporaire en exerçant les pouvoirs qui lui sont conférés par le chapitre V, section 1, du Règlement, allant au-delà du régime normal, elle peut décider d'exempter de cette mesure des activités de tenue de marché ou de spécialiste en valeurs du Trésor. Ce pouvoir est laissé à la discrétion de l'autorité qui introduit la mesure. En particulier, l'autorité compétente dispose d'une certaine liberté d'appréciation au moment de prévoir une telle exemption. Sans préjudice d'autres exceptions mentionnées par une autorité compétente, lorsqu'une exception s'applique à des activités de tenue de marché, ces dernières sont entendues au sens du Règlement.

Coopération entre les autorités compétentes

71. Comme le prévoit le Règlement, l'exemption est accordée par l'autorité compétente dont relève la personne qui adresse la notification et, dans le cas d'une entité d'un pays tiers, par l'autorité compétente de la plate-forme de négociation sur laquelle ont lieu la plupart de ses négociations, et elle doit être acceptée dans toute l'Union.
72. Il est toutefois possible que pour certains instruments financiers, l'autorité locale du marché (c'est-à-dire l'autorité d'accueil de la personne notifiante) reçoive des informations plus complètes permettant de vérifier l'exercice effectif des activités de tenue de marché pour lesquelles la personne est exemptée. Plus précisément, en exerçant une fonction de surveillance quotidienne des activités de négociation sur le marché local, l'autorité d'accueil peut découvrir des éléments attestant d'un non-respect présumé des conditions autorisant l'exemption des activités de tenue de marché d'une personne donnée. Dans ce cas, l'autorité d'accueil transmettra les éléments qui en attestent à l'autorité d'origine.
73. Après avoir considéré et analysé les éléments fournis, l'autorité compétente d'origine entreprend une coopération plus approfondie conformément aux articles 35 et 37 du Règlement.
74. Les différends entre les autorités compétentes se règlent conformément aux dispositions de l'article 19 du Règlement (UE) n° 1095/2010 instituant l'AEMF.

X. Mesures transitoires

75. En vertu de l'article 17, paragraphe 14, du Règlement, une notification à une autorité compétente peut être effectuée, à tout moment, dans les soixante jours civils précédant le 1^{er} novembre 2012. Toutefois, les notifications adressées avant l'entrée en vigueur des présentes orientations et qui ne respectent pas les critères énoncés ici seront examinées et évaluées à l'aune des dispositions ci-incluses dans un délai de six mois suivant l'entrée en vigueur des présentes orientations.
76. Il convient de noter que le Règlement ne prévoit aucune clause de grand-père pour les exemptions de tenue de marché accordées avant son application. Ainsi, les entités dont les activités ont été exemptées de l'application des régimes nationaux relatifs aux ventes à découvert avant l'entrée en



vigueur du Règlement doivent notifier, par écrit, aux autorités compétentes leur intention de faire usage de l'exemption visée à l'article 17, paragraphe 1, du Règlement.

Annexe I

Notification de l'intention de faire usage de l'exemption visée à l'article 17, paragraphe 3, du Règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit

1	Coordonnées de la PARTIE QUI ADRESSE LA NOTIFICATION (Personne notifiante)	
a)	Prénom NOM Nom complet de l'entreprise	
b)	Code BIC (le cas échéant)	
c)	Pays	
d)	Adresse	
2	Personne de contact	
a)	Prénom Nom	
b)	Numéro de téléphone	
c)	Numéro de télécopieur	
d)	Adresse électronique	
3	Instrument financier	
	Description de l'émetteur souverain du titre de créance [fournir les informations dans un tableau spécifique (au format CSV) reprenant le ou les émetteur(s) souverain(s)]	

Date, signature _____

IMPORTANT:

Le présent formulaire de notification n'est valide que s'il est accompagné d'une copie de l'accord/ de l'acte de reconnaissance signé par un émetteur souverain ou une personne agissant en son nom

Annexe II

Notification de l'intention de faire usage de l'exemption visée à l'article 17, paragraphe 1, du Règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit

1	Coordonnées de la PARTIE QUI ADRESSE LA NOTIFICATION (Personne notifiante)	
a)	Prénom NOM Nom complet de l'entreprise	
b)	Code BIC (le cas échéant)	
c)	Pays	
d)	Adresse	
2	Contact	
a)	Prénom Nom	
b)	Numéro de téléphone	
c)	Numéro de télécopieur	
d)	Adresse électronique	

3	Informations sur la tenue de marché	
a)	STATUT [de la partie qui notifie - établissement de crédit, entreprise d'investissement, entité d'un pays tiers ou entreprise visée à l'article 2, paragraphe 1, point l), de la directive 2004/39/CE]	
b)	APPARTENANCE AU MARCHÉ [présence sur une ou plusieurs plate(s)-forme(s) de négociation]	
c)	DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES ACTIVITÉS VISÉES À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT K), ou INDICATION DES ACTIVITÉS PRÉVUES AU TITRE DE L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 1, POINT K)	
d)	INSTRUMENT(S) FINANCIER(S) (fournir les informations dans des tableaux spécifiques au format CSV)	
	(i) INSTRUMENT (action, émetteur souverain d'un titre de créance, contrat d'échange sur risque de crédit)	
	(ii) CATÉGORIE D'INSTRUMENTS sur lesquels des activités de tenue de marché sont exercées, autres que ceux visés au point (i) (par la désignation de l'instrument financier/instrument sous-jacent)	



e)	DESCRIPTION DE L'ACCORD CONTRACTUEL (tâches et activités principales)	
----	--	--

Date, signature _____

Annexe III

Format du tableau (fichier CSV) à transmettre avec le formulaire de notification de l'intention de faire usage de l'exemption visée à l'article 17, paragraphes 1 et 3, du Règlement (UE) n° 236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit

Nom de l'autorité compétente qui informe:
Nom de la personne qui adresse la notification
(personne notifiante):
Code ID* (par ex. BIC):

*si autre que BIC, précisez de quel code il s'agit

Pour les actions

N°	Code ISIN	Nom de l'émetteur	Marché dont la personne est membre - <i>membership</i> (article 17, paragraphe 1)
1			
2			
3			
4			
...			



Pour les obligations souveraines

N°	Nom de l'émetteur souverain	Marché dont la personne est membre - <i>membership</i> (article 17, paragraphe 1)
1		
2		
3		
4		
...		

Pour les contrats d'échange sur défaut souverain

N°	Nom de l'émetteur souverain	Marché dont la personne est membre - <i>membership</i> (article 17, paragraphe 1)
1		
2		
3		
4		
...		

Pour les instruments autres que les actions, les titres de la dette souveraine ou les contrats d'échange sur défaut souverain qui se traduisent par une position courte ou longue

N°	Catégorie (annexe I, parties 1 et 2, du Règlement délégué (UE) n° 918/2012 de la Commission)	Instrument financier sous-jacent
1		
2		
3		
4		

